

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La lutte contre les discriminations mérite mieux qu'une plateforme en ligne : pour une véritable convention citoyenne sur l'exclusion.

Paris, le 22 décembre 2020

La lutte contre les discriminations est un sujet trop grave pour être laissé à une énième plateforme en ligne !

Les Nouveaux Démocrates condamnent l'instrumentalisation par le gouvernement des outils démocratiques dans des simulacres de consultations et réclament la mise en place d'une véritable convention citoyenne contre l'exclusion, le racisme et toutes les formes de discriminations : une mesure que nous portons et défendons depuis des mois.

L'organisation d'une grande convention, incarnée par assemblée citoyenne véritablement représentative, éclairée par des experts, qui prenne le temps de délibérer pour formuler les préconisations qui s'imposent pour en finir avec l'exclusion est une nécessité sociale et démocratique. **Le 11 juillet dernier, alors que notre parti n'était encore qu'un tout jeune mouvement, nous avons lancé un appel dans le JDD pour organiser ce rendez-vous démocratique essentiel.**

Nous renouvelons cet appel, plus fort que jamais ! **La ministre chargée de la diversité, Élisabeth Moreno, semblait courageusement aller dans notre sens avant que son projet ne soit immédiatement enterré par l'Élysée au profit d'une nouvelle consultation en ligne !**

Les Français ne sont plus dupes : les dévoiements successifs et l'absence de débouché des différentes consultations, conventions et débats menés ces dernières années leur ont fait perdre confiance.

Le débat sur l'exclusion, les discriminations et le racisme doit être mené pour les citoyens, par les citoyens Car, que nous soyons jeunes, femmes, racisés, handicapés, venant des ronds-points ou des cages d'escalier, nos paroles doivent être entendues et nos combats reconnus.

Les Nouveaux Démocrates continueront de plaider pour un débat ouvert, dans une démocratie citoyenne et demandent à ce que soit mis en place un véritable mécanisme consultatif et délibératif permettant aux Français, sur la base des 25 critères de discrimination du défenseur des droits, reconnus par la loi, de proposer des mesures concrètes pour en finir avec les inégalités d'accès à la vie publique et économique qui minent notre nation.

